



PRCM

PARTENARIAT RÉGIONAL POUR
LA CONSERVATION DE
LA ZONE CÔTIÈRE ET MARINE EN
AFRIQUE DE L'OUEST



RAPPORT ANNUEL

2025

ABRÉVIATIONS

AGR	Activités Génératrices de Revenus
AMP	Aire Marine Protégée
AMREP	Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du Port
APP	Appel à Projets
BBNJ	Biodiversity Beyond National Jurisdiction
BM	Banque mondiale
CNPAEM	Conseil National de la Pêche, de l'Aquaculture et de l'Économie Maritime
FFEM	Fonds Français pour l'Environnement Mondial
FiTI	Initiative pour la Transparence dans la Pêche
GFW	Global Fishing Watch
GMN	Groupe Multipartite National
IMROP	Institut Mauritanien de Recherche Océanographique et des Pêches
INIPO	Institut National de Recherche sur les Pêches et l'Océanographie Guinée Bissau
MCO	Mangroves for Climate and Ocean
MOOC	Cours en ligne ouvert à tous
MPEM	Ministère de la Pêche et de l'Économie Maritime
OFB	Office Français de la Biodiversité
OSC	Organisation de la Société Civile
PNBA	Parc National du Banc d'Arguin
PND	Parc National du Diawling
PRCM	Partenariat Régional pour la Conservation de la zone Côtière et Marine en Afrique de l'Ouest
RESILAO	Résilience des Littoraux d'Afrique de l'Ouest
SEDAD	Solutions Écosystémiques d'Adaptation Durable
SFN	Solutions Fondées sur la Nature
UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
WACA	West Africa Coastal Areas

SOMMAIRE

2	ABRÉVIATIONS
4	MESSAGE DU DIRECTEUR EXÉCUTIF
6	À PROPOS DU PRCM
8	ZOOM SUR LES RÉSULTATS DE 2025
9	Programme Espèces, écosystèmes et sociétés littorales
10	Projet Survie des Tortues Marines
13	Projet Blue Bijagos
17	Projet « Protection et gestion durables de l'archipel de Bijagós »
20	Projet Raies et requins : « Swimming in dangerous waters »
23	Projet « Mangroves pour le Climat et les Océans »
25	Projet Sauver la mangrove à Tristao et Kapatchez
28	Programme Renforcement de la résilience des communautés et des écosystèmes côtiers
29	projet Résilience du littoral ouest-africain (RESILAO)
33	Contributions dans la mise en œuvre du projet Solutions Écosystémiques d'Adaptation Durable (SEDAD)
36	Contributions dans la mise en œuvre du WACA Resilience Investment Project 2 (RESIP 2)
40	Programme Promotion de la pêche durable
41	Projet Renforcement de la gouvernance des pêches en Guinée
43	Projet Renforcement de la gouvernance des pêches au Sénégal
45	Projet Renforcement de la surveillance participative pour lutter contre les pratiques de pêche illégale dans les eaux territoriales du Sénégal
48	DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL
50	MOBILISATION DES PARTENAIRES FINANCIERS
52	PARTICIPATION À DES ÉVÉNEMENTS INTERNATIONAUX MAJEURS
54	CONCLUSION

Coordination éditoriale et rédaction

Cyrille B. Mbangué

Comité de rédaction

Ahmed Senhoury
Hortensio Lima
Demba Marico

Eve Cabo
Moustapha Kebe
Salla Ba
Aboubacar Soummah
Abilio Rachid Said
Thioro Sylla
Denise Correa
Pierre Campredon

Conception et mise en page

Alassane Sarr

Copyright images

PRCM
Hellio & Van Ingen
En Haut!

MESSAGE DU DIRECTEUR EXÉCUTIF

2025 : une année de consolidation, d'influence et d'expansion

Chers partenaires,

L'année 2025 marque une étape importante dans la consolidation du rôle du PRCM comme cadre régional de référence pour la conservation marine et côtière en Afrique de l'Ouest. Dans un contexte marqué par l'accélération des effets du changement climatique, les pressions croissantes sur les ressources naturelles et les défis socioéconomiques auxquels sont confrontées les communautés littorales, le PRCM a poursuivi son engagement avec conviction et ambition.

Au cours de cette année, notre action collective a permis de renforcer la résilience des écosystèmes et des communautés à travers des initiatives concrètes déployées dans les pays de notre zone d'intervention. Qu'il s'agisse de la restauration des mangroves, de la promotion de la pêche durable, de la conservation des espèces menacées ou encore du renforcement de la gouvernance régionale, les résultats obtenus témoignent de la pertinence de notre approche intégrée, fondée sur la coopération régionale et la mobilisation des acteurs locaux.

En 2025, des centaines d'hectares de mangroves ont été restaurés, des milliers de femmes et de jeunes ont bénéficié d'activités économiques durables et plusieurs dynamiques régionales ont été renforcées autour des enjeux de résilience côtière, de gouvernance participative et de protection de la biodiversité.

L'année a également été marquée par des avancées majeures dans le plaidoyer régional, notamment autour de l'Accord BBNJ et du renforcement des réseaux d'acteurs de la société civile, des élus locaux et des institutions de recherche. Le PRCM a continué à jouer pleinement son rôle de facilitateur du dialogue régional et de catalyseur d'initiatives innovantes au service des océans et du littoral.

Le PRCM s'est également mobilisé cette année pour préparer la 12e édition du Forum régional marin et côtier, qui se tiendra en Mauritanie en 2026. Cet événement phare de la gouvernance côtière ouest-africaine constitue

une opportunité majeure de dialogue, de partage d'expériences et de renforcement des partenariats à l'échelle régionale.

Sur le plan de la visibilité internationale, le PRCM a affirmé sa présence dans deux rendez-vous mondiaux de premier plan : le Congrès mondial de l'UICN en octobre à Abu Dhabi et la Conférence des Nations Unies sur les océans (UNOC) à Nice en juin 2025. À ces deux occasions, le PRCM a su faire rayonner la voix de l'Afrique de l'Ouest, d'une part à Abu Dhabi avec l'animation d'un stand, à Nice d'autre part à travers l'organisation d'un [Dîner bleu des acteurs ouest-africains](#), réunissant chefs d'État, ministres et bailleurs de fonds autour des enjeux maritimes de la sous-région.

Le PRCM renforce son ancrage régional en étendant désormais son action à douze pays d'Afrique de l'Ouest. Cette évolution reflète la confiance croissante accordée au Partenariat et confirme son rôle de plateforme de référence pour la gouvernance des océans et la conservation du patrimoine marin et côtier dans la sous-région. Nous nous réjouissons de cette dynamique qui ouvre de nouvelles perspectives de coopération et d'impact à l'échelle régionale.

Tous ces résultats n'auraient pu être atteints sans l'engagement constant de nos partenaires techniques et financiers, des gouvernements des pays membres, des organisations de la société civile, des chercheurs, des communautés locales et de l'ensemble des membres du réseau PRCM, à qui nous adressons notre sincère gratitude.

À travers ce rapport annuel, nous vous invitons à découvrir les principales réalisations de l'année 2025, les enseignements tirés ainsi que les perspectives qui guideront notre action dans les années à venir.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Dr Ahmed Senhoury

Directeur Exécutif du PRCM



À PROPOS DU PRCM

VISION

Œuvrer pour l'avènement d'un environnement marin et côtier sain et productif pour le bien-être des populations ouest-africaines.

ZONE D'INTERVENTION

Le Partenariat Régional pour la Conservation de la zone Côtière et Marine en Afrique de l'Ouest (PRCM) est une coalition d'acteurs travaillant sur les problématiques du littoral ouest africain et couvrant désormais 12 pays : la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie, la Guinée-Bissau, la Guinée, la Sierra Leone, le Cabo-Verde, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Togo et le Libéria.



12

PAYS
MEMBRES

MAURITANIE

SÉNÉGAL

GAMBIE

GUINÉE-BISSAU

GUINÉE

SIERRA LEONE

CABO-VERDE

GHANA

CÔTE D'IVOIRE

BÉNIN

TOGO

LIBÉRIA

MISSIONS



Fédérer les initiatives de conservation
côtière et marine



Mettre en réseau membres, expertises
techniques et scientifiques



Offrir un cadre de concertation entre
les catégories d'acteurs



Capitaliser les expériences et diffuser
l'information utile



Mener des projets de terrain alliant
conservation et bien-être des
communautés



GOVERNANCE

La gouvernance du PRCM est composée des organes ci-après :



Assemblée générale

Organe délibérant
réunissant tous les
membres actifs et
associés.



Conseil d'administration

Définit la politique et la
stratégie, et supervise
leur mise en œuvre.



Direction exécutive

Organe de gestion,
d'animation et de
coordination, composé
de salariés.

ZOOM SUR LES RÉSULTATS DE 2025

En 2025, l'action du PRCM s'est structurée autour de trois axes programmatiques complémentaires : la protection des espèces et des écosystèmes, le renforcement de la résilience des communautés face aux effets du changement climatique, et la promotion de la pêche durable à travers des réformes de gouvernance.

Ensemble, ces trois axes forment un cadre d'intervention intégré au service des populations ouest-africaines.



PROGRAMME

ESPÈCES, ÉCOSYSTÈMES ET SOCIÉTÉS LITTORALES

Patrimoine naturel d'une valeur inestimable, les écosystèmes côtiers et marins d'Afrique de l'Ouest font face à des pressions croissantes qui nécessitent une mobilisation permanente. Leur préservation repose sur des actions coordonnées, inscrites dans la durée et étroitement liées aux réalités des territoires. En 2025, le PRCM et ses partenaires ont poursuivi et intensifié leurs efforts pour protéger les espèces menacées, restaurer les habitats dégradés et renforcer les synergies entre conservation de la biodiversité et développement des communautés littorales.



PROJET SURVIE DES TORTUES MARINES

📍 Cabo-Verde · Guinée · Gambie · Sierra Leone · Mauritanie · Sénégal | 💰 **Fondation Hans Wilsdorf**

EN BREF

Une dynamique régionale maintenue malgré un contexte difficile : suivi renforcé des sites de ponte, science consolidée et forte collaboration et engagement régional.

Le projet régional Survie des Tortues Marines (STM) vise à renforcer la conservation des tortues marines et de leurs habitats à travers l'amélioration des connaissances scientifiques, la surveillance des sites de ponte, le renforcement des capacités des acteurs, l'engagement des communautés côtières et le développement d'un cadre régional favorable à leur protection. En 2025, douze sous-projets ont été déployés dans les principaux sites de nidification de la région, tandis que de nouvelles initiatives pilotes ont été lancées pour mieux comprendre et réduire les captures accidentelles (Bycatch) dans les aires marines protégées de la Guinée, de la Gambie et de Sierra Leone.

» ACTIONS MISES EN ŒUVRE

Renforcer la protection des tortues marines par la science et l'engagement communautaire

L'année 2025 a été marquée par la poursuite des activités de suivi écologique, de surveillance des plages, de recherche scientifique et de mobilisation communautaire dans l'ensemble des sites d'intervention. Plus de 134 000 nids ont été observés et suivis dans la région, tandis que des campagnes de surveillance renforcées ont permis d'identifier de nouveaux sites de ponte, d'améliorer le suivi des échouages et de lutter contre le braconnage. Des initiatives innovantes, telles que le programme

Guardians of the Sea au Cabo-Verde, ont favorisé une implication accrue des pêcheurs et des communautés locales dans la conservation.

Le projet a également consolidé les connaissances scientifiques grâce à la publication de treize articles dans des revues internationales et à la réalisation d'études sur les migrations, les habitats d'alimentation, la connectivité régionale des populations et les impacts des changements climatiques sur les tortues marines. Les travaux menés ont notamment permis de confirmer les liens écologiques entre l'Afrique de l'Ouest et le continent américain pour certaines populations de tortues vertes.

Parallèlement, d'importants efforts ont été consacrés à la sensibilisation et au renforcement des capacités. Plus de 19 000 personnes ont été touchées à travers des campagnes de communication, des programmes radio, des ateliers, des formations et des activités éducatives. Des centaines de bénévoles, moniteurs communautaires, écogardes, enseignants, étudiants et pêcheurs ont été formés aux techniques de suivi, à la législation environnementale et à la gestion durable des ressources marines. Enfin, le projet a poursuivi les efforts de renforcement des capacités des acteurs à travers l'élaboration d'un ouvrage de référence sur les tortues marines en Afrique de l'Ouest et l'achèvement à 85 % d'une formation en ligne sous forme d'un MOOC (cours en ligne) régional dédié à leur conservation.

📌 IMPACTS OBTENUS

134 000 nids surveillés, des communautés mobilisées

Malgré un contexte difficile, le projet a permis de maintenir une dynamique régionale forte

en faveur de la conservation des tortues marines. Les actions de surveillance et de protection ont contribué à réduire la mortalité liée au braconnage dans plusieurs sites, à améliorer les connaissances sur les menaces pesant sur les espèces et à renforcer la gestion des aires marines protégées. Les travaux scientifiques ont généré des données inédites sur les routes migratoires, les zones d'alimentation et la structure des populations, constituant une base essentielle pour l'orientation des futures stratégies de conservation.

L'engagement communautaire s'est considérablement renforcé grâce à la mobilisation de plus de 1 300 volontaires et acteurs locaux, favorisant l'adoption de pratiques plus durables et une meilleure appropriation des enjeux de conservation. Les initiatives de sensibilisation ont notamment contribué à une réduction de la consommation de viande de tortue dans certaines communautés et à une meilleure prise en compte des problématiques liées aux captures accidentelles. Les opérations de nettoyage ont par ailleurs permis la collecte de plus de 30 tonnes de déchets plastiques, améliorant la qualité des habitats côtiers.

🔗 DÉFIS RENCONTRÉS

Préserver les acquis face à des menaces multiples

La mise en œuvre du projet a été confrontée à plusieurs contraintes majeures. Les fortes pluies et inondations observées au Cabo-Verde, les restrictions liées au contexte électoral en Guinée-Bissau, la migration croissante des jeunes ainsi que l'arrêt de certains financements extérieurs ont affecté la couverture des activités de surveillance et le fonctionnement de plusieurs organisations partenaires.

L'année a également été marquée par une baisse du nombre de nids recensés par rapport à 2024, une tendance attribuée à la fois à des facteurs environnementaux et aux cycles naturels de reproduction des tortues marines.

D'autres défis ont concerné l'augmentation des cas de braconnage dans certains sites, les échouages répétés observés en Mauritanie et au Sénégal, ainsi que la non-adoption du protocole régional sur les captures accidentelles, retardant certaines avancées institutionnelles en matière de gestion du bycatch.

▣ PERSPECTIVES

Capitaliser les connaissances pour renforcer l'impact régional

La dernière année de la phase 2 du projet, prévue en 2026, sera consacrée

à la consolidation des acquis et à la capitalisation des résultats obtenus. Les efforts porteront notamment sur le renforcement des dispositifs de surveillance, la poursuite des recherches scientifiques, l'approfondissement des travaux sur les captures accidentelles et la mise en œuvre de mesures de mitigation adaptées dans les aires marines protégées. Le lancement du MOOC régional, la publication de l'ouvrage de référence sur les tortues marines d'Afrique de l'Ouest et la poursuite du plaidoyer régional constitueront des jalons importants pour renforcer durablement les capacités des acteurs et consolider le partenariat régional en faveur de la conservation des tortues marines.





PROJET BLUE BIJAGOS

📍 Archipel des Bijagós, Guinée-Bissau | 💰 Blue Action Fund

EN BREF

Une année charnière : avancées concrètes pour les communautés et reconnaissance mondiale avec le classement de l'archipel au patrimoine de l'UNESCO.

Le projet Blue Bijagós est une initiative de conservation et de développement durable mise en œuvre dans l'archipel des Bijagós, en Guinée-Bissau, l'un des écosystèmes côtiers et marins les plus riches et les mieux préservés d'Afrique de l'Ouest. Financé par Blue Action Fund et coordonné par le PRCM à travers un consortium d'organisations nationales et internationales, le projet vise à renforcer la protection de la biodiversité marine en étendant le réseau des aires marines protégées. Il ambitionne également d'améliorer l'efficacité de la gestion de la Réserve de Biosphère des Bijagós tout en soutenant des activités génératrices de revenus et des initiatives de développement local au profit des communautés insulaires.

» ACTIONS MISES EN ŒUVRE

Faire progresser la conservation dans les Bijagos au bénéfice des communautés

Au cours de l'année 2025, le projet a poursuivi ses efforts de consolidation de la gouvernance environnementale et de renforcement des dispositifs de gestion des espaces protégés. Le fonctionnement régulier des organes de gouvernance des aires marines protégées et de la Réserve de Biosphère a été assuré à travers la tenue des conseils de gestion, des assemblées de concertation et des réunions avec les acteurs de la pêche. Les activités de surveillance écologique et de contrôle ont été maintenues, notamment à travers le suivi des

tortues marines, la surveillance des activités de pêche et le renforcement des capacités opérationnelles des équipes de terrain.

Afin d'améliorer l'efficacité des mécanismes de surveillance, le projet a soutenu l'acquisition d'équipements stratégiques et la mise en service d'un nouveau bateau de surveillance, le Cassapai, spécialement aménagé pour les opérations nocturnes. Deux moteurs hors-bord ont également été fournis afin de renforcer les capacités d'intervention du Parc national marin João Vieira-Poilão. Ces investissements répondent à un enjeu majeur de protection d'une zone particulièrement exposée à la pêche illícite en raison de son importance écologique et de l'abondance de ses ressources halieutiques.

L'année a également été marquée par des avancées significatives dans le processus de création de la future unité de conservation du complexe Unhocomo-Unhocomozinho et des corridors de connectivité écologique. De larges consultations communautaires, associées à des études techniques et environnementales, ont permis d'élaborer une proposition participative de zonage ainsi que des règlements de gestion intégrant à la fois les enjeux de conservation, les usages traditionnels et les besoins économiques des populations. Une stratégie de gestion durable des pêches a également été développée afin d'accompagner ce processus et de garantir une exploitation équilibrée des ressources marines.

Le projet a par ailleurs joué un rôle déterminant dans l'accompagnement de la candidature des écosystèmes côtiers et marins des Bijagós, Omatí Minhô au patrimoine naturel mondial de l'UNESCO. Les activités de concertation, de plaidoyer et de communication du projet ont contribué à l'aboutissement de ce processus historique, qui s'est concrétisé par l'inscription officielle

du site sur la Liste du patrimoine mondial en juillet 2025.

Pour la création de la future unité de conservation du complexe Unhocomo-Unhocomozinho et des corridors de connectivité écologique, de vastes consultations communautaires ont été menées. Des études techniques et environnementales ont permis d'élaborer une proposition de zonage participatif intégrant les enjeux de conservation, les usages traditionnels et les besoins économiques des populations. Une stratégie de gestion durable des pêches a également été mise en place pour appuyer ce processus et garantir une exploitation équilibrée des ressources marines.

En parallèle, de nombreuses actions ont été mises en œuvre pour améliorer les conditions de vie des communautés insulaires. Six nouveaux périmètres horticoles équipés de systèmes d'alimentation en eau à énergie solaire ont été aménagés sur les îles d'Uno, de Formose et de Canhabaque. Ces infrastructures ont permis d'alléger considérablement les travaux d'irrigation tout en renforçant les capacités de production agricole des femmes. Le projet a également financé la construction de sept puits modernes équipés de pompes solaires dans les îles d'Urok afin d'améliorer l'accès à l'eau potable.

Afin d'améliorer le transport inter-îles, deux navires en aluminium ont été construits pour répondre à l'un des principaux défis de l'archipel : l'isolement des communautés. Ces navires renforceront les échanges économiques, sociaux et institutionnels entre les différentes îles et avec le continent.

Le projet a également poursuivi ses investissements dans l'accès à l'énergie propre grâce à l'installation de quarante-

cinq systèmes d'éclairage public solaire dans plusieurs villages situés au sein ou à proximité des futures zones de conservation. Ces équipements améliorent la qualité de vie des populations et favorisent l'accès aux services communautaires essentiels.

Sur le plan de l'éducation environnementale, plus d'une centaine d'enseignants ont bénéficié de formations sur la conservation de la biodiversité et la sensibilisation environnementale. Six Clubs des Amis des Zones Humides et des Oiseaux ont été créés dans les écoles de l'archipel afin de renforcer l'engagement des jeunes générations en faveur de la protection de leur patrimoine naturel. Ces initiatives ont été complétées par des campagnes de sensibilisation communautaire, des projections-débats et des échanges intergénérationnels ayant mobilisé plusieurs centaines de participants.

Enfin, des ateliers consacrés à l'aménagement spatial marin et à l'économie bleue durable ont réuni autorités locales, services techniques, communautés et partenaires afin de promouvoir une vision partagée du développement durable de l'archipel.

📌 IMPACTS OBTENUS

Une année charnière : avancées concrètes et reconnaissance mondiale pour les Bijagós

L'inscription de l'archipel des Bijagos au patrimoine naturel mondial de l'UNESCO représente sans conteste l'un des résultats les plus emblématiques de la conservation en Guinée Bissau. Cette reconnaissance internationale consacre la valeur universelle exceptionnelle de l'archipel et ouvre de nouvelles perspectives en matière de conservation, de coopération scientifique et de mobilisation de financements.

Les investissements réalisés dans les infrastructures communautaires ont amélioré de manière tangible les conditions de vie des populations. L'accès accru à l'eau potable, à l'énergie solaire, aux équipements agricoles et aux futurs services de transport contribue directement au bien-être des communautés et au développement d'activités économiques d'importance vitale.

Le projet a également renforcé les capacités locales en matière de gestion des ressources naturelles et favorisé une meilleure appropriation des enjeux environnementaux par les jeunes, les enseignants et les leaders communautaires. Cette dynamique contribue progressivement à l'émergence d'une culture de conservation fondée sur la participation citoyenne et la valorisation des savoirs locaux.

🔗 DÉFIS RENCONTRÉS

Défis et contraintes : un contexte exigeant à surmonter

Malgré ces avancées, plusieurs défis demeurent. Le succès du mécanisme programme de micro-subventions a également créé des attentes particulièrement fortes au sein des communautés. Le nombre élevé de demandes reçues dépasse largement les capacités de financement disponibles, un contexte aggravé par la suspension de certains programmes de financements régionaux à la suite de la crise institutionnelle post élections de novembre 2025.

Par ailleurs, les contraintes logistiques continuent de représenter un obstacle important. L'isolement géographique de certaines îles, notamment dans le complexe Unhocomo-Unhocomozinho, combiné à l'absence d'infrastructures d'accueil, de réseaux de communication et de services de base, complique considérablement les

interventions de terrain, le suivi des activités et la coordination entre les partenaires.

▣ PERSPECTIVES

Vers un archipel reconnu, protégé et prospère

L'année 2026 sera consacrée à la consolidation des acquis du projet et à l'accélération du processus de création de la nouvelle unité de conservation d'Unhocomo-Unhocomozinho ainsi que des corridors de connectivité écologique. Une attention particulière sera portée à l'opérationnalisation des outils de gestion élaborés et au renforcement des mécanismes de gouvernance participative.

Les efforts se poursuivront également pour améliorer les conditions de vie des communautés à travers le déploiement des microprojets communautaires, la mise en service de deux navires de transport inter-îles et le développement de nouvelles opportunités économiques durables pour les femmes et les jeunes.

Enfin, le nouveau statut de patrimoine naturel mondial obtenu pour l'archipel Bijagos constitue une opportunité majeure pour renforcer son positionnement international, mobiliser de nouveaux partenariats et inscrire durablement la conservation de cet écosystème exceptionnel au cœur des stratégies nationales et régionales de développement durable.





PROJET « PROTECTION ET GESTION DURABLES DE L'ARCHIPEL DE BIJAGÓS »

📍 Archipel des Bijagós, Guinée-Bissau | 💰 Rainforest Trust

EN BREF

Des premiers résultats prometteurs dès le démarrage, en complémentarité avec le projet Blue Bijagós.

Le projet Protection et gestion durables de l'archipel des Bijagós, financé par le Rainforest Trust vient renforcer les efforts de conservation déployés depuis plusieurs années dans l'archipel des Bijagós.

Le projet vise à renforcer durablement la conservation de la biodiversité marine et côtière de l'archipel tout en consolidant les mécanismes de gouvernance des aires marines protégées et en améliorant les conditions de vie des communautés locales. Il constitue également un levier stratégique pour accompagner l'extension et la consolidation du réseau d'aires protégées, renforcer les capacités de suivi scientifique, soutenir la surveillance maritime et promouvoir une gestion participative des ressources naturelles.

Mis en œuvre en complémentarité avec le projet Blue Bijagós et en étroite collaboration avec les institutions nationales et les partenaires de conservation, le projet entend consolider les acquis obtenus dans l'archipel tout en créant les conditions nécessaires à une gestion plus intégrée, plus efficace et plus inclusive des écosystèmes côtiers.

» ACTIONS MISES EN ŒUVRE

Des interventions intégrées pour un archipel en transition

Au cours de l'année 2025, plusieurs activités ont été engagées afin de renforcer les connaissances scientifiques, améliorer les dispositifs de gouvernance et soutenir les efforts de conservation sur le terrain. Le projet a contribué au renforcement de la

gouvernance environnementale à travers la préparation des bases institutionnelles nécessaires à la création du Comité technique de la Réserve de biosphère. Cette structure est appelée à jouer un rôle central dans la coordination des actions de gestion, le dialogue entre les acteurs et la mise en cohérence des interventions conduites au sein de l'archipel.

En Outre, le projet a également réalisé une évaluation approfondie des besoins des radios communautaires présentes dans les îles. Cet exercice a permis d'identifier les contraintes techniques limitant leur fonctionnement et de mettre en œuvre des solutions concrètes. Ainsi, des équipements stratégiques ont été acquis pour renforcer les capacités opérationnelles de Radio Djan-Djan à Bubaque ainsi que de Radio Okinka Pampa à Orango, deux médias communautaires jouant un rôle déterminant dans la sensibilisation et l'adhésion des populations locales aux enjeux de conservation.

Sur le plan opérationnel, le projet a soutenu les activités de surveillance maritime et de contrôle au sein des aires marines protégées. Ces interventions ont permis de compléter les efforts déjà engagés dans le cadre du projet Blue Bijagós. Dans cette dynamique, quarante émetteurs destinés au suivi des embarcations de pêche artisanale ont été acquis afin de mieux comprendre les pratiques de pêche et les zones de fréquentation des pêcheurs.

Le projet a également apporté un appui significatif à la campagne de suivi des tortues marines menée entre août et novembre 2025 dans le Parc national marin João Vieira-Poilão. Cette opération scientifique a permis de collecter des données essentielles sur l'état des populations de tortues vertes, confirmant une nouvelle fois le rôle crucial de cette aire protégée dans la reproduction de l'espèce.

Afin de répondre aux besoins prioritaires des communautés vivant dans le complexe d'Unhocomo-Unhocomozinho, des études géo-hydrologiques ont été réalisées dans la perspective de réalisation de cinq forages destinés à améliorer l'accès à l'eau potable. Cette intervention s'inscrit dans une approche intégrée liant conservation de la biodiversité et amélioration du bien-être des populations locales.

Le projet a également soutenu le renforcement des infrastructures de gestion à travers la modernisation de la Maison de l'Environnement et de la Culture. Un inventaire complet des besoins a été réalisé et plusieurs procédures d'acquisition sont en cours pour améliorer les équipements administratifs, les systèmes d'éclairage et l'approvisionnement en eau. Enfin, dans le cadre de la promotion d'une pêche plus durable, le projet a accompagné le projet de création d'un Conseil consultatif régional des pêches artisanales de la Réserve de biosphère et engagé les premières étapes d'une étude destinée à caractériser les populations de poissons présentes dans les corridors de connectivité entre les différentes aires marines protégées.

IMPACTS OBTENUS

Des premiers résultats prometteurs dès le démarrage

Bien que le projet soit encore dans sa phase initiale de mise en œuvre, plusieurs résultats significatifs témoignent déjà de sa contribution au renforcement de la conservation et de la gouvernance environnementale dans l'archipel.

Le soutien apporté aux radios communautaires contribue quant à lui à renforcer la sensibilisation des populations insulaires et à améliorer la diffusion des messages liés à la préservation des

ressources naturelles. Cette dynamique favorise une meilleure appropriation des enjeux environnementaux par les communautés locales. Les activités de surveillance et de suivi écologique ont permis de consolider les mécanismes de contrôle dans les aires marines protégées et de renforcer la protection des espèces emblématiques. Les résultats préliminaires de la campagne de suivi des tortues marines sont particulièrement encourageants, avec l'enregistrement de 13 558 nids et le marquage de 543 femelles de tortues vertes (*Chelonia mydas*), confirmant l'importance mondiale du Parc national marin João Vieira-Poilão pour la conservation de cette espèce.

🔗 DÉFIS RENCONTRÉS

Des contraintes structurelles qui appellent des solutions adaptées

Malgré les avancées enregistrées, plusieurs défis demeurent et continuent de peser sur la mise en œuvre efficace du projet. Les difficultés techniques rencontrées lors des tests des émetteurs destinés au suivi des embarcations de pêche illustrent également les défis liés à l'adaptation des solutions technologiques aux réalités locales. La compatibilité des équipements avec les réseaux existants demeure un enjeu important pour la réussite de certaines composantes du projet.

Par ailleurs, la coordination entre les différents acteurs impliqués dans la gestion de la Réserve de biosphère nécessite encore d'être consolidée afin d'assurer une meilleure articulation des interventions et une plus grande efficacité dans la prise de décision.

▢ PERSPECTIVES

Protéger, inclure, connecter : les prochaines étapes pour les Bijagós

L'une des priorités sera le renforcement des structures de gouvernance de la Réserve de biosphère, notamment à travers l'opérationnalisation du Comité technique et une meilleure coordination entre les organes de gestion des différentes aires marines protégées. Le projet renforcera la Maison de l'Environnement et de la Culture grâce à une nouvelle assistance technique, afin de soutenir la mise en œuvre des activités et de renforcer les synergies avec le projet Blue Bijagós.

Le projet entend également poursuivre son appui au processus de création de l'unité de conservation d'Unhocomo-Unhocomozinho et de ses corridors de connectivité, en améliorant les connaissances sur les espèces emblématiques de la biodiversité et les ressources de la pêche, et en renforçant l'implication des communautés locales et des autorités traditionnelles dans les mécanismes de gestion participative.

Enfin, le projet prévoit d'améliorer les conditions opérationnelles dans les zones les plus isolées grâce à la construction d'infrastructures d'accueil adaptées et à l'installation de solutions de connectivité modernes, notamment via le réseau Starlink. Ces investissements devraient renforcer durablement les capacités d'intervention des partenaires et améliorer l'accompagnement des communautés résidentes dans leurs efforts de conservation et de développement durable.



PROJET RAIES ET REQUINS : « SWIMMING IN DANGEROUS WATERS »

📍 Archipel des Bijagós, Guinée-Bissau | 🌐 [Shark Conservation Fund](#)

EN BREF

Renforcement scientifique, formation et éducation environnementale au service de la conservation des élasmodontes.

Le projet sur la protection des Raies et Requins dans l'archipel des Bijagós, intitulé *Swimming in Dangerous Waters*, est mis en œuvre par le PRCM en partenariat avec l'Institut National de Recherche sur les Pêches et l'Océanographie (INIPO), avec l'appui financier du Shark Conservation Fund. Cette initiative s'inscrit dans les efforts de préservation de la biodiversité marine de l'archipel des Bijagós, un territoire reconnu pour son importance écologique à l'échelle mondiale et qui abrite plusieurs espèces de raies et de requins parmi les plus menacées de la planète. Le projet vise à améliorer les connaissances scientifiques sur l'écologie, les habitats critiques et les dynamiques de population des élasmodontes afin

d'orienter les décisions de gestion et de conservation. Il ambitionne également de renforcer les capacités nationales en matière de recherche, de suivi et de gestion des ressources marines, tout en sensibilisant les communautés, les acteurs de la pêche et le grand public à l'importance écologique et à la vulnérabilité de ces espèces emblématiques.

» ACTIONS MISES EN ŒUVRE

Renforcement scientifique, formation et éducation environnementale

Au cours de l'année 2025, le projet a poursuivi ses activités de recherche, de renforcement des capacités et de sensibilisation en consolidant les bases

scientifiques nécessaires à une meilleure conservation des raies et des requins dans l'archipel des Bijagós.

Un effort particulier a été consacré au renforcement des capacités nationales à travers la formation de cinq enquêteurs de l'INIPO chargés d'assurer le suivi des débarquements issus de la pêche artisanale. Cette activité a permis de renforcer la collecte régulière de données sur les captures de raies et de requins et d'améliorer la compréhension des pressions exercées sur ces espèces dans les zones de pêche de l'archipel.

Parallèlement, le projet a poursuivi le développement et l'actualisation de la base de données nationale consacrée aux raies et aux requins. Cet outil, associé à un tableau de bord de suivi et d'analyse, permet de centraliser les informations scientifiques disponibles, de faciliter leur exploitation et de soutenir les processus de prise de décision en matière de gestion des ressources marines.

Les travaux de recherche ont également porté sur le suivi des déplacements et de l'utilisation des habitats par certaines espèces prioritaires. Dans ce cadre, des opérations de marquage par balises satellites de raies-guitares ont été réalisées, suivies d'analyses approfondies des données collectées. Ces informations contribuent à une meilleure compréhension des corridors écologiques, des zones d'alimentation et des habitats critiques utilisés par ces espèces menacées.

Le projet a accordé une place importante à la sensibilisation et à la diffusion des connaissances. Plusieurs supports pédagogiques et de communication ont été élaborés et largement diffusés. Parmi eux figurent un poster dédié aux espèces de

raies et de requins menacées en Guinée-Bissau, une brochure bilingue en français et en portugais présentant les richesses naturelles et culturelles de l'archipel des Bijagós, ainsi qu'un manuel pédagogique destiné aux enseignants de l'archipel pour renforcer l'éducation environnementale dans les établissements scolaires.

Afin de favoriser l'appropriation de ces enjeux par les jeunes générations, mille cahiers illustrés et stylos ont été distribués dans les écoles de l'archipel. Cette initiative a été complétée par l'organisation d'un atelier de formation des enseignants, réalisé en partenariat avec l'ONG ODZH, visant à renforcer leurs connaissances sur l'écologie des Bijagós et à leur fournir des outils pédagogiques adaptés pour transmettre ces savoirs aux élèves.

IMPACTS OBTENUS

Des résultats qui ancrent et rayonnent

Les résultats obtenus en 2025 témoignent de contributions significatives à la fois dans les domaines de la recherche scientifique, du renforcement institutionnel et de la sensibilisation du public.

Le projet a permis de renforcer durablement les capacités de l'INIPO grâce à la formation d'enquêteurs spécialisés et à la mise en place d'outils modernes de collecte et d'analyse des données. La base de données nationale sur les raies et les requins, accompagnée de son tableau de bord interactif, constitue aujourd'hui une référence inédite pour le suivi de ces espèces en Guinée-Bissau et représente une avancée majeure pour la gestion des ressources marines.

Les données scientifiques collectées au cours des différentes activités de suivi ont permis d'identifier plusieurs options de gestion susceptibles d'améliorer la protection

des raies et des requins dans l'archipel des Bijagós. Ces connaissances constituent une base essentielle pour orienter les futures mesures de conservation et renforcer l'efficacité des aires marines protégées.

Le projet a également contribué à accroître la visibilité nationale et internationale des valeurs écologiques exceptionnelles de l'archipel des Bijagós. Les outils de communication produits ont participé à la promotion de ce patrimoine naturel unique et ont accompagné la dynamique qui a conduit à l'inscription de l'archipel sur la Liste du patrimoine naturel mondial de l'UNESCO en juillet 2025.

Enfin, les actions de sensibilisation ont permis de toucher un large éventail d'acteurs, notamment les communautés locales, les professionnels de la pêche, les gestionnaires des aires protégées, les enseignants et les élèves. Grâce aux supports pédagogiques développés et aux formations organisées, les enseignants disposent désormais d'outils adaptés pour intégrer les enjeux de conservation de la biodiversité dans leurs activités éducatives et contribuer à former une nouvelle génération d'acteurs engagés dans la préservation du patrimoine naturel des Bijagós.

Le renforcement des systèmes de collecte de données et la poursuite des programmes de suivi demeurent donc essentiels.

Par ailleurs, les pressions liées à la pêche artisanale et à l'exploitation croissante des ressources marines continuent de représenter un risque pour plusieurs espèces vulnérables. La traduction des connaissances scientifiques en mesures de gestion concrètes et acceptées par les communautés reste un enjeu majeur pour les années à venir.

Dans cette perspective, le projet entend poursuivre les travaux de recherche sur les habitats critiques et les corridors écologiques utilisés par les élasmobranches, tout en renforçant les capacités des institutions nationales impliquées dans leur conservation. L'élargissement des actions de sensibilisation auprès des communautés et des acteurs de la pêche constituera également une priorité afin de promouvoir des pratiques plus durables et de favoriser une meilleure appropriation des enjeux de conservation. Enfin, les données produites continueront d'alimenter les réflexions sur la gestion des aires marines protégées et sur les politiques nationales de préservation de la biodiversité marine en Guinée-Bissau.

🔗 DÉFIS RENCONTRÉS ET PERSPECTIVES

Poursuivre, élargir, convaincre

Malgré les avancées enregistrées, plusieurs défis demeurent pour assurer une conservation efficace des raies et des requins. Les connaissances scientifiques sur certaines espèces restent encore limitées, notamment en ce qui concerne leurs déplacements, leurs zones de reproduction et leurs interactions avec les activités de pêche.



PROJET « MANGROVES POUR LE CLIMAT ET LES OCÉANS »

📍 Mauritanie · Sénégal · Guinée · Guinée-Bissau | 💰 Iconiq Impact

EN BREF

Quatre pays, une même ambition : restaurer les mangroves tout en développant des activités génératrices de revenus.

Le PRCM assure la coordination du projet Mangroves for Climate and Ocean (MCO), une initiative régionale mise en œuvre en Guinée, en Guinée-Bissau, en Mauritanie et au Sénégal. Le projet vise à restaurer et protéger les écosystèmes de mangroves à travers une approche intégrée conciliant conservation de la biodiversité, adaptation au changement climatique et amélioration des conditions de vie des populations côtières. Au-delà de la restauration écologique, MCO soutient le développement d'activités génératrices de revenus adaptées aux réalités locales, renforce les capacités des communautés et des institutions, et contribue à promouvoir des politiques publiques favorables à la gestion durable de ces écosystèmes essentiels.

»» ACTIONS MISES EN ŒUVRE

Conservation et développement

En 2025, le projet MCO a poursuivi sa dynamique de mise en œuvre dans les quatre pays d'intervention, avec des

avancées significatives en matière de restauration écologique et de développement communautaire.

En Guinée, une visite d'échange entre les pays partenaires a favorisé le partage d'expériences et de bonnes pratiques. Dans le delta du Konkouré, une campagne de reboisement a été conduite entre juillet et août dans le village de Doty. Des activités génératrices de revenus, des actions de sensibilisation ainsi que des formations ont également été menées auprès des communautés locales.

En Guinée-Bissau, dans la zone de Catio, les interventions ont porté sur la restauration des mangroves, le développement de l'apiculture améliorée, la production de sel solaire et la riziculture, accompagnées de sessions de formation destinées aux bénéficiaires.

Au Sénégal, dans la commune de Joal, d'importantes campagnes de plantation de *Rhizophora* et d'*Avicennia* ont été réalisées grâce à une forte mobilisation

communautaire. Les activités ont également inclus l'installation de pépinières et des opérations de reboisement. En parallèle, plusieurs activités économiques durables, notamment l'apiculture, l'ostréiculture et la collecte des arches, ont permis de diversifier les revenus des populations.

En Mauritanie, au Parc National du Diawling, une pépinière de 10 000 plants d'*Avicennia* germinans a été mise en place à Bouhajra. Des campagnes de semis et de reboisement d'*Avicennia* et de *Rhizophora* ont été réalisées à Bell et Birette. Deux parcs apicoles ont également été installés, tandis que des activités économiques portées principalement par les femmes, telles que le maraîchage, la valorisation du nénuphar et le tannage, ont été lancées.

≡ RÉSULTATS OBTENUS

Des résultats concrets sur le terrain

Les résultats enregistrés en 2025 témoignent de la pertinence de l'approche intégrée du projet. Au total, 235 hectares de mangroves ont été restaurés dans les quatre pays d'intervention.

Guinée

- 70 hectares de mangroves reboisés ;
- 50 reboiseurs formés ;
- Construction d'un hangar équipé de 12 fours améliorés de fumage de poisson à Arabanty au profit de 98 femmes transformatrices ;
- Formation et accompagnement de groupes d'ostréiculteurs.

Guinée-Bissau

- 100 hectares de mangroves restaurés ;
- Production de 1 225 tonnes de riz ;
- Production de 3,74 tonnes de sel solaire ;
- Installation de 60 ruches ;
- Développement d'infrastructures maraîchères, horticoles et commerciales.

Sénégal (Joal)

- 40 hectares reboisés, dont 10 hectares de *Rhizophora* et 30 hectares d'*Avicennia* ;

- 800 000 propagules plantés ;
- 450 000 graines d'*Avicennia* mises en pot et semées ;
- Plus de 1 800 personnes mobilisées dans les activités de restauration ;
- Installation de 200 poches ostréicoles contenant chacune 60 huîtres ;
- Mobilisation de plus de 200 femmes dans la filière ostréicole ;
- Fabrication et installation de 50 ruches kényanes ;
- Commercialisation de produits apicoles jusqu'au marché français.

Mauritanie (Parc National du Diawling)

- Mise en place d'une pépinière de 10 000 plants d'*Avicennia* ;
- 25 hectares restaurés ;
- Installation de deux parcs apicoles, dont un déjà en phase de captage.

✍ IMPACTS OBSERVÉS

Un impact au-delà des mangroves

Au-delà des résultats écologiques, le projet génère des impacts socio-économiques tangibles pour les communautés côtières.

- Plus de 1 800 jeunes et femmes ont bénéficié d'emplois temporaires rémunérés dans le cadre des campagnes de reboisement ;
- Plus de 200 femmes ont été impliquées dans les activités ostréicoles à Joal ;
- Les revenus générés par l'exploitation des arches à Joal ont fortement progressé, passant d'environ 12 000 FCFA à 63 050 FCFA par semaine ;
- En Guinée-Bissau, 100 femmes ont bénéficié de parcelles horticoles, tandis que l'acquisition de motos a amélioré leur mobilité et l'accès aux marchés ;
- La production de sel solaire par les femmes du village d'Illa de Infanda a généré 561 000 FCFA de revenus supplémentaires ;
- En Guinée, 160 jeunes et femmes ont été formés et 235 fourneaux améliorés ont été fabriqués dans sept villages, contribuant à réduire la pression exercée sur les ressources de mangrove.



PROJET « SAUVER LA MANGROVE À TRISTAO & KAPATCHEZ »

Guinée | Fondation DOB Ecology

EN BREF

146 ha reboisés, 130 ha de rizières réhabilitées et 21 groupes de femmes renforcés.

Le projet « Sauver la mangrove à Tristao et Kapatchez », mis en œuvre par le PRCM, Guinée Écologie et l'Office Guinéen de Parcs Naturels et Réserve de Faune avec le financement de la Fondation DOB Ecology, vise à restaurer et gérer durablement la mangrove sur ces deux réserves naturelles de la République de Guinée. À Tristao, il consolide les acquis de la phase 1 et renforce l'autonomisation des communautés, tandis qu'à Kapatchez, il reproduit les activités réussies, étend la mangrove et implique surtout les femmes dans sa gestion durable.

» ACTIONS MISES EN ŒUVRE

146 ha reboisés, 130 ha de rizières réhabilitées, 21 groupes de femmes renforcés

L'année 2025 du projet a été marquée par la consolidation des résultats à travers

ses deux composantes, écologique et socioéconomique, mises en œuvre à Tristao et à Kapatchez.

Un travail participatif avec les communautés du Kapatchez, de sensibilisation a permis d'impliquer de nouvelles localités dans les activités du projet. Cela a conduit au reboisement de 146 ha de rizières abandonnées en palétuviers et à la mise en jachère de 185 ha de mangrove, sur lesquels des travaux de nivellement du paysage ont été réalisés afin de favoriser une meilleure dissémination naturelle des semences de palétuviers. Dans la même zone, 130 ha de rizières abandonnées ont été restaurés en casiers cultivables grâce à la reconstruction des digues et à l'installation de tuyaux en remplacement des troncs d'arbres. Cette amélioration permet une meilleure gestion de

l'entrée d'eau dans les rizières et d'accroître sensiblement la production riz au profit des communautés.

Sur le plan socioéconomique, le projet a renforcé l'organisation des groupes de femmes et facilité leur accès à des équipements de travail (moto tricycles, motopompe, ruches,) pour dynamiser l'économie locale, notamment à travers la promotion de l'apiculture, du maraîchage dans le Kapatchez et de la saliculture solaire aux îles Tristao. Au total, 21 groupes ont été constitués, mobilisant environ 416 personnes.

📌 IMPACTS OBTENUS

Une nouvelle conscience environnementale ancrée dans les villages

Au-delà des bénéfices économiques générés par la mise en place de fours améliorés de fumage de poisson, de presses mécaniques pour la production d'huile et de la production de sel solaire, le projet contribue à stimuler l'économie locale et à renforcer la conscience environnementale des communautés locales. Il les place au cœur des actions de gestion durable de leurs paysages littoraux.

Alors que la dégradation de la mangrove était autrefois perçue comme un phénomène naturel inévitable, les communautés disposent désormais de nouvelles pratiques et compétences en matière de restauration des rizières agricoles abandonnées, leur permettant de limiter la perte des superficies de mangrove et de mieux protéger leur environnement.

🔄 DÉFIS RENCONTRÉS ET PERSPECTIVES

Impliquer et consolider les acquis : les enjeux à venir

À Tristao, les femmes salicultrices installées dans les villages traditionnels montrent une certaine autonomie dans leurs activités à travers les tontines dont les retombées sont réinvesties dans d'autre secteur de production tandis que les femmes transformatrices de poisson installés dans les campements de pêche, demeurent plus difficiles à impliquer dans les initiatives de conservation, les migrations entraînent des dysfonctionnements des groupes.

Dans la continuité des résultats obtenus, la poursuite des objectifs du projet s'articulera autour de trois composantes principales : le reboisement de la mangrove et la restauration des rizières abandonnées; la réduction de la consommation de bois-énergie grâce à la promotion des fours et foyers améliorés, l'accompagnement pour promotion d'activités génératrices de revenus à faible impact environnemental, avec un accent particulier sur la formation des groupes de femmes ; et le renforcement du dispositif de surveillance des réserves communautaires de Tristao.



PROGRAMME

RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS ET DES ÉCOSYSTÈMES CÔTIERS

Accompagner les communautés et les écosystèmes
côtiers face aux effets croissants du changement
climatique, à travers des solutions concrètes et inclusives.





PROJET RÉSILIENCE DU LITTORAL OUEST-AFRICAIN (RESILAO)

📍 Sénégal · Cabo-Verde · Guinée · Mauritanie | 💰 FFEM

EN BREF

Une phase de transition entre deux cohortes d'appels à projets, avec des solutions locales au service des littoraux.

Le projet RESILAO est une initiative régionale portée par le PRCM avec l'appui du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM). Lancé en 2023, il vise à renforcer la résilience des littoraux ouest-africains à travers la conservation de la biodiversité, le développement de chaînes de valeur liées aux écosystèmes côtiers et la promotion de solutions innovantes face aux défis environnementaux et climatiques.

Le projet repose principalement sur deux appels à projets lancés en 2023 et en 2025. À terme, quinze initiatives seront soutenues dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest.

Aussi, le RESILAO investit dans le renforcement des capacités des acteurs côtiers grâce à des dispositifs de

capitalisation, de partage d'expériences, d'accompagnement technique et de mise en réseau. Cette approche favorise l'apprentissage collectif et la diffusion des bonnes pratiques à l'échelle régionale.

» ACTIONS MISES EN ŒUVRE

Des solutions locales au service des littoraux

L'année 2025 a marqué une phase de transition entre la clôture des projets financés lors du premier appel à projets et le lancement de la deuxième cohorte. Malgré cette période charnière, les organisations bénéficiaires ont poursuivi la mise en œuvre d'actions structurantes dans leurs territoires respectifs.

Au Sénégal, le Comité de gestion de l'AMP de Cayar a poursuivi les activités de surveillance maritime, de suivi écologique des espèces et de protection des habitats sensibles. Les opérations de suivi des tortues marines, des oiseaux d'eau migrateurs et des ressources halieutiques se sont accompagnées d'actions régulières de nettoyage des plages et de sensibilisation contre la pollution plastique. Dans le même temps, des infrastructures destinées à soutenir les moyens d'existence locaux ont été mises en place, notamment deux fours améliorés pour les femmes transformatrices de produits halieutiques ainsi qu'un mini-forage destiné à l'entretien des plantations de filaos et aux activités maraîchères.

De son côté, l'ONG UniverSel a poursuivi son accompagnement des coopératives de femmes productrices de sel dans la réserve naturelle de Palmarin. Les principales réalisations ont porté sur l'élaboration d'un plan d'aménagement et de gestion des activités salicoles, la réhabilitation des sites de production, la création d'espaces de stockage d'une capacité totale de 165 tonnes et la mise en service d'un hangar de transformation. Plusieurs actions de formation, de prospection commerciale et d'échanges d'expériences ont également été menées afin de renforcer la structuration et la professionnalisation de la filière.

Au Cabo-Verde, l'association Lantuna a concentré ses interventions sur le renforcement des capacités des communautés côtières de Porto Mosquito et Porto Rincao. Les activités ont notamment porté sur l'amélioration du suivi des efforts de pêche artisanale, la sensibilisation à la protection de la biodiversité, l'éducation environnementale ainsi que l'accompagnement des femmes dans le développement de petites activités économiques.

Parallèlement, l'association Projecto Vitó a poursuivi le déploiement du programme des « Gardiens de la Mer » sur plusieurs îles du pays. Les actions menées ont inclus la surveillance des colonies d'oiseaux marins, le suivi des activités de pêche, la sensibilisation des communautés et des écoles aux enjeux de conservation, ainsi que l'organisation de visites d'échanges entre pêcheurs et entre groupements de femmes. L'organisation a également contribué à l'avancement du processus de création de la future aire protégée maritime et terrestre de Brava, Fogo et des îlots Rombo.

En Guinée, l'ONG Guinée Écologie a poursuivi ses activités dans l'estuaire de Mélakoré à travers l'appui aux activités génératrices de revenus portées par les femmes et les acteurs locaux. Les interventions ont permis d'équiper plusieurs groupements maraîchers et salicoles, d'accompagner l'élaboration de plans d'affaires et de renforcer les capacités techniques des bénéficiaires. Des infrastructures de transformation du poisson ont également été installées au profit des femmes transformatrices, tandis que des échanges avec des organisations sénégalaises ont favorisé le développement de nouvelles filières telles que l'ostréiculture et l'apiculture.

L'ONG REGUIZOH a poursuivi ses actions dans les préfectures de Kaback et Kakossa autour du renforcement des capacités des groupements de producteurs et de femmes. Les formations ont porté sur la gestion, la comptabilité, l'apiculture, la rizipisciculture, la saliculture et les pratiques agroécologiques. Les activités de restauration des écosystèmes se sont traduites par des opérations de reboisement et la mise en place d'une pépinière de 10 000 plants d'Avicennia, une innovation majeure dans le contexte guinéen.

En Mauritanie, l'ONG CBD Habitat a finalisé les infrastructures nécessaires au projet pilote de translocation du phoque moine entre Cabo Blanco et le Cap Alzaz. Malgré une première tentative de capture non concluante, les équipements et protocoles nécessaires sont désormais opérationnels pour la prochaine phase du projet.

Le Parc National du Banc d'Arguin a quant à lui poursuivi ses travaux de recherche et d'expérimentation sur la phytoremédiation des zones contaminées par le mercure. Les activités ont porté sur le suivi scientifique des sites pilotes, les analyses en laboratoire, la plantation et le suivi du *Sesuvium portulacastrum* ainsi que des campagnes de sensibilisation auprès des populations et des acteurs locaux de la moughataa de Chami.

Parallèlement aux actions de terrain, la composante régionale de capitalisation a permis d'organiser un atelier de partage d'expériences à Saly, réunissant les porteurs de projets des deux générations d'appels à projets. Plusieurs visites d'échanges ont également favorisé le transfert de connaissances entre organisations partenaires.

Enfin, la plateforme numérique RESILAO a été renforcée par la création d'un espace dédié aux opportunités de financement à destination des acteurs de la résilience côtière.

🔗 IMPACTS OBTENUS

Du Sénégal à la Guinée : des impacts concrets pour les communautés et les écosystèmes

Les actions menées dans le cadre de RESILAO produisent des résultats tangibles en matière de résilience écologique, économique et sociale.

Au Sénégal, les communautés de Cayar disposent désormais de capacités renforcées pour assurer de manière autonome le suivi écologique, la surveillance maritime et la protection des habitats sensibles. L'implication croissante des acteurs locaux favorise l'appropriation durable des actions de conservation. À Palmarin, la structuration progressive de la filière sel a permis d'améliorer les conditions de production, de stockage et de commercialisation. Les volumes collectivement stockés ont atteint 170 tonnes en 2025 contre 150 tonnes quatre ans plus tôt. La coopérative locale a également renforcé sa capacité d'autofinancement et développé un réseau commercial couvrant plusieurs dizaines d'établissements touristiques de la région.

Au Cabo-Verde, la mise en place d'une base de données sur la pêche artisanale améliore les connaissances disponibles pour la gestion des ressources marines. Le projet a également favorisé l'abandon progressif de pratiques à fort impact environnemental, comme l'extraction de sable marin, au profit d'activités économiques plus durables. Les initiatives soutenues contribuent à renforcer l'autonomisation économique des femmes et à promouvoir des modèles reproductibles dans d'autres îles du pays. L'avancement du processus de création d'une nouvelle aire protégée constitue par ailleurs une avancée majeure pour la préservation à long terme de la biodiversité insulaire.

En Guinée, les appuis techniques et matériels ont permis de consolider plusieurs chaînes de valeur locales et d'améliorer les revenus des communautés. Les résultats de production témoignent d'une adoption croissante des pratiques agroécologiques, avec notamment une augmentation significative des volumes de miel et de sel produits. L'élaboration d'un

plan d'aménagement pour l'estuaire de Méloraké ouvre également des perspectives importantes pour la gestion durable de ce site d'importance écologique majeure.

La composante régionale a contribué à renforcer les échanges de connaissances entre acteurs et à améliorer la qualité des projets soutenus. La plateforme numérique constitue désormais un outil de référence pour l'accès à l'information et aux opportunités de financement dans le domaine de la résilience côtière.

🔗 DÉFIS RENCONTRÉS ET PERSPECTIVES

Ajustements et priorités pour 2026

Le principal défi rencontré en 2025 a concerné le respect des calendriers de mise en œuvre. Plusieurs projets ont connu des retards liés à des contraintes opérationnelles ou administratives, nécessitant des extensions afin de finaliser les activités essentielles.

En Mauritanie, l'échec de la première campagne de capture des jeunes phoques moines a mis en évidence la nécessité d'un meilleur alignement entre les paramètres biologiques, les conditions climatiques et les protocoles d'intervention. Les enseignements tirés de cette expérience permettront d'optimiser la campagne prévue en 2026.

Pour le cas du Sénégal, certaines difficultés de coordination institutionnelle ont limité la mise en œuvre de certaines actions prévues, notamment l'aménagement de parcelles maraîchères dans la bande de filaos de Cayar. Toutefois, les investissements réalisés, notamment à travers la construction du mini-forage, contribuent déjà à la pérennisation des plantations existantes.

Enfin, au niveau régional, la collecte et la mise à disposition régulière des données de suivi sur la plateforme ont nécessité un accompagnement soutenu des porteurs de projets. Le renforcement des mécanismes de reporting et de capitalisation constituera une priorité pour la prochaine phase.

En 2026, RESILAO poursuivra son accompagnement des initiatives de terrain tout en renforçant les mécanismes de partage des connaissances et de mise à l'échelle des solutions les plus prometteuses. L'entrée en œuvre des projets de la deuxième cohorte offrira également l'opportunité d'élargir l'impact du programme et de consolider les acquis obtenus depuis son lancement.



CONTRIBUTIONS DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET SOLUTIONS ÉCOSYSTÉMIQUES D'ADAPTATION DURABLE (SEDAD)

📍 Gambie · Sénégal · Mauritanie | 💰 Affaires Canada

EN BREF

Investir dans la nature et les savoirs locaux pour renforcer l'adaptation des communautés côtières.

Le projet Solutions Écosystémiques d'Adaptation Durable (SEDAD) accompagne les communautés côtières de la Gambie, du Sénégal et de la Mauritanie dans leur adaptation aux effets croissants des changements climatiques. Son approche repose sur la promotion des Solutions Fondées sur la Nature (SFN) comme réponse aux défis environnementaux auxquels font face les écosystèmes côtiers et les populations qui en dépendent.

Le projet s'articule autour de deux axes complémentaires. Le premier vise la mise en œuvre de solutions concrètes de restauration et de préservation des écosystèmes dans des zones particulièrement vulnérables. Le second cherche à renforcer une gouvernance

plus inclusive des ressources naturelles en favorisant la participation active des communautés locales, notamment des femmes et des jeunes.

Les interventions sont déployées sur cinq sites pilotes : les parcs de Niumi et Jokadu en Gambie, le Parc National du Banc d'Arguin (PNBA) en Mauritanie ainsi que les Aires Marines Protégées d'Ufoyaal Kassa Bandial et de Kalone-Bliss Kassa au Sénégal.

Le PRCM contribue à la mise en œuvre de ce projet à travers un soutien aux acteurs de terrain et la réalisation d'action régionales visant le renforcement des capacités, le plaidoyer et l'expérimentation sur le terrain des solutions basées sur la nature.

» ACTIONS MISES EN ŒUVRE

Investir dans la nature et les savoirs locaux

Au cours de l'année, la composante du PRCM du projet a mis l'accent sur le renforcement des capacités des acteurs locaux, la production de connaissances et l'expérimentation de solutions concrètes d'adaptation.

Dans cette dynamique, des femmes et des jeunes issus des trois pays ont participé à une visite d'échange régionale organisée au Sénégal en partenariat avec l'ONG AGIRE et l'Aire Marine Protégée de Joal-Fadiouth. Cette rencontre leur a permis de découvrir des expériences réussies de restauration de mangroves et de valorisation économique des ressources naturelles. Elle a également favorisé le partage d'expériences entre communautés confrontées à des défis similaires.

Le projet a également encouragé la coopération scientifique régionale à travers un partenariat entre l'Université de Nouakchott, l'Institut Mauritanien de Recherche Océanographique et des Pêches (IMROP) et l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Cette collaboration a permis de conduire une étude sur la présence et les impacts des microplastiques dans les cinq sites d'intervention du projet. Elle a également offert à plusieurs étudiants l'opportunité de développer leurs compétences en recherche appliquée sur les enjeux de pollution marine.

Afin de mieux valoriser les savoirs locaux, une étude régionale a été réalisée pour identifier et documenter les connaissances traditionnelles liées aux Solutions Fondées sur la Nature. Cette démarche a permis de mettre en lumière des pratiques et savoir-faire locaux susceptibles de renforcer l'adaptation des communautés aux

changements climatiques et la conservation durable de la biodiversité.

Parallèlement, une étude a été menée au Parc National du Banc d'Arguin (PNBA) afin d'évaluer les impacts de la submersion marine sur les sites naturels de nidification des oiseaux. Les résultats obtenus apportent des éléments utiles pour développer des mesures d'adaptation adaptées à la protection de ces habitats sensibles.

Sur le terrain, des actions pilotes de restauration de mangroves ont été mises en œuvre dans l'Aire Marine Protégée d'Ufoyaal Kassa Bandial au Sénégal ainsi que dans les parcs de Niumi et Jokadu en Gambie. Enfin, une stratégie régionale de plaidoyer a été élaborée afin de promouvoir la gouvernance participative et les Solutions Fondées sur la Nature auprès des décideurs et des acteurs du développement.

» IMPACTS OBTENUS

Des capacités renforcées pour une coopération régionale durable

Les activités réalisées dans le cadre du projet ont permis de renforcer les capacités des communautés locales tout en consolidant les bases d'une coopération régionale autour des Solutions Fondées sur la Nature.

Les femmes et les jeunes ayant participé aux échanges régionaux disposent désormais de connaissances pratiques renforcées sur les techniques de restauration des mangroves et sur les opportunités économiques associées à la préservation des écosystèmes. Les échanges entre communautés ont favorisé l'apprentissage mutuel et créé des liens durables entre acteurs de la Gambie, du Sénégal et de la Mauritanie.

Le partenariat entre les institutions universitaires et scientifiques des trois

pays a contribué à la formation d'une nouvelle génération de chercheurs sur les enjeux de pollution marine. Les premières données collectées sur les microplastiques constituent une base de référence importante pour mieux comprendre l'ampleur du phénomène et orienter les futures actions de recherche et de sensibilisation.

L'étude sur les savoirs traditionnels a permis de documenter un patrimoine de connaissances souvent peu valorisé dans les politiques de gestion des ressources naturelles. Ces résultats ouvrent des perspectives pour une meilleure intégration des pratiques locales dans les stratégies d'adaptation climatique et dans la gestion des aires protégées.

Sur le plan environnemental, l'étude menée au PNBA fournit des informations essentielles pour anticiper les effets de la montée du niveau de la mer sur les oiseaux nicheurs et identifier des solutions adaptées à leur protection. Les actions pilotes de restauration ont quant à elles permis de reboiser 40 hectares de mangroves, dont 20 hectares au Sénégal et 20 hectares en Gambie. Ces interventions contribuent à restaurer les fonctions écologiques des mangroves, à renforcer la protection du littoral et à améliorer les services rendus aux communautés locales.

Enfin, l'élaboration d'une stratégie régionale de plaidoyer offre désormais un cadre commun pour promouvoir une gouvernance plus participative des ressources naturelles et encourager l'adoption des Solutions Fondées sur la Nature dans les politiques publiques.

🔄 DÉFIS RENCONTRÉS ET PERSPECTIVES

Des bases solides, mais une portée encore à amplifier

Malgré les avancées enregistrées, plusieurs défis demeurent. Les actions pilotes de restauration de mangroves ont démontré leur pertinence, mais leur portée reste encore limitée au regard des besoins des territoires concernés. Leur extension nécessitera des ressources techniques et financières supplémentaires afin d'amplifier les résultats obtenus.

De même, les travaux engagés pour protéger les sites de nidification des oiseaux au Parc National du Banc d'Arguin devront être poursuivis afin de transformer les connaissances produites en solutions concrètes de conservation.

Les recherches menées sur les microplastiques ont permis de poser les bases d'un dispositif régional de suivi, mais elles nécessitent encore un accompagnement scientifique durable pour consolider les données disponibles et approfondir la compréhension des impacts observés.

Enfin, bien que les savoirs traditionnels aient été largement documentés, leur intégration dans les mécanismes formels de gestion des aires protégées reste encore limitée. Leur reconnaissance institutionnelle constitue un enjeu majeur pour renforcer l'appropriation locale des mesures d'adaptation et de conservation.



CONTRIBUTIONS DANS LA MISE EN ŒUVRE DU WACA RESILIENCE INVESTMENT PROJECT 2 (RESIP 2)

📍 9 pays du littoral ouest-africain | 💰 Banque mondiale

EN BREF

Structurer les réseaux d'acteurs, renforcer les cadres de dialogue multi-acteurs et appuyer les initiatives innovantes pour un littoral résilient.

Financé par la Banque mondiale, le projet WACA ResIP 2 vise à renforcer la gestion durable des zones côtières en Afrique de l'Ouest face aux défis croissants liés à l'érosion, aux changements climatiques et à la dégradation des écosystèmes marins et côtiers. Le programme est mis en œuvre dans neuf pays du littoral ouest-africain : le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée-Bissau, la Mauritanie, Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal et le Togo.

Dans le cadre de la composante d'intégration régionale, le PRCM joue un rôle de facilitateur et de fédérateur des acteurs engagés pour la résilience côtière et marine. Son intervention repose sur trois objectifs complémentaires : renforcer le dialogue entre les différentes

parties prenantes, favoriser l'engagement citoyen et la mobilisation de la société civile, et soutenir la production de connaissances ainsi que l'innovation au service de la résilience des littoraux ouest-africains.

» ACTIONS MISES EN ŒUVRE

Structurer les réseaux qui façonnent le littoral de demain

Au cours de l'année 2025, le projet a permis de consolider les dynamiques régionales de concertation, de structurer plusieurs réseaux d'acteurs et de préparer de nouveaux mécanismes de financement destinés aux organisations de la société civile et aux institutions de recherche.

Dans le cadre de son appui aux réseaux de parlementaires et d'élus locaux, le PRCM a accompagné la création et le renforcement de plusieurs plateformes nationales. Des avancées significatives ont été enregistrées au Sénégal avec la structuration du Réseau des Parlementaires pour l'Environnement du Sénégal (REPES) ainsi qu'en Gambie. À l'échelle régionale, le réseau des parlementaires et élus locaux a également bénéficié d'un accompagnement pour la mise en place de ses organes de gouvernance et de ses mécanismes de fonctionnement.

Le projet a également soutenu l'organisation d'activités de dialogue et de sensibilisation sur les grands enjeux de gouvernance des océans. À ce titre, un atelier régional consacré au Traité sur la biodiversité en haute mer (BBNJ) a été organisé au Cabo-Verde en partenariat avec l'Office français de la biodiversité (OFB). Cette rencontre a réuni des parlementaires, des représentants d'institutions publiques, des organisations de la société civile et des chercheurs issus des pays membres du PRCM. Elle a permis de renforcer la compréhension des enjeux liés au traité et de préparer des actions de plaidoyer en faveur de sa ratification au niveau national.

La mobilisation de la société civile a constitué un autre axe majeur d'intervention. Le PRCM a accompagné la création et la consolidation de plusieurs réseaux nationaux d'organisations engagées dans la protection du littoral. Ces efforts ont conduit à la structuration du Réseau des acteurs pour la sauvegarde du littoral en Mauritanie (RASLIM), du réseau NaCSCoMP (The National Civil Society Coalition on Marine Protection) en Sierra Leone, du RENOSLIT (Réseau National des OSC du Littoral) au Sénégal, du réseau ALCOPR (Alliance for the Coastal Protection and Restoration Of The Gambia Network) en Gambie ainsi que du Réseau national des OSC pour la gestion du littoral en Guinée.

Parallèlement, le projet a préparé le lancement de deux mécanismes de financement destinés à soutenir les initiatives de la société civile et de la recherche. Deux appels à projets ont ainsi été élaborés et publiés. Le premier cible les organisations de la société civile avec un financement pouvant atteindre 40 000 euros par projet, tandis que le second s'adresse aux institutions de recherche avec un plafond de 50 000 euros. Le processus d'évaluation des candidatures a été conduit au cours du dernier trimestre 2025 et la sélection finale des bénéficiaires est attendue en 2026.

IMPACTS OBTENUS

Une année de plaidoyer et de dialogue qui porte ses fruits

Les actions menées en 2025 ont contribué à renforcer la dynamique régionale autour des enjeux de résilience côtière et de gouvernance des océans.

Le travail de sensibilisation, de dialogue et de plaidoyer conduit autour du traité BBNJ a permis de mobiliser un large éventail d'acteurs influents dans plusieurs pays de la sous-région. Cette mobilisation a contribué à faire progresser les processus nationaux de signature et de ratification du traité dans plusieurs États membres du PRCM, notamment en Mauritanie, en Gambie, en Guinée-Bissau, au Cabo-Verde et au Sénégal.

Le projet a également permis de renforcer durablement l'organisation de la société civile à travers la mise en place ou la consolidation de cinq réseaux nationaux d'acteurs du littoral. Ces plateformes constituent désormais des espaces structurés de dialogue, de concertation et de mobilisation citoyenne. Elles offrent aux organisations locales un cadre pour porter les préoccupations des communautés côtières, promouvoir une gestion durable

des ressources naturelles et contribuer aux politiques publiques relatives au littoral.

Par ailleurs, les appels à projets lancés en 2025 ont suscité un intérêt important auprès des organisations de la société civile et des institutions de recherche. Ils ont permis de poser les bases d'un futur portefeuille d'initiatives innovantes qui viendront renforcer les efforts régionaux en matière de résilience côtière, d'économie bleue et de gestion durable des écosystèmes marins.

🔗 DÉFIS RENCONTRÉS ET PERSPECTIVES

Des ambitions renouvelées pour la prochaine phase

La mise en œuvre du projet a été marquée par plusieurs contraintes administratives au cours de sa phase de démarrage. Les délais liés au processus de contractualisation ont ralenti le déploiement de certaines activités et limité la capacité du projet à exécuter

l'ensemble des actions prévues durant l'année 2025.

Cette situation a notamment eu un impact sur le calendrier des mécanismes de financement destinés aux organisations de la société civile et aux institutions de recherche. Bien que les appels à projets aient été lancés et évalués, les initiatives retenues ne pourront démarrer leur mise en œuvre qu'à partir de 2026.

Les activités prévues dans les prochaines années permettront de consolider les mécanismes de financement innovants déjà engagés et d'accompagner un plus grand nombre d'initiatives portées par les organisations de la société civile, les collectivités locales et les institutions de recherche. À terme, ces investissements contribueront à faire émerger des solutions durables et inclusives au bénéfice des communautés côtières d'Afrique de l'Ouest.





PROGRAMME

PROMOTION DE LA PÊCHE DURABLE

Renforcer la gouvernance des pêches et lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, au bénéfice des ressources et des communautés.





PROJET RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DES PÊCHES EN GUINÉE

Guinée | OCEANS 5

EN BREF

Pour une pêche plus responsable : renforcer la gouvernance et lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

Ce projet, financé par OCEANS 5 et coordonné par GRID-Arendal, est mis en œuvre avec la collaboration du PRCM, du Ministère de la Pêche et de l'Économie Maritime (MPEM) de Guinée et de Trygg Mat Tracking (TMT). Son objectif est de renforcer la gouvernance des pêches et de lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) dans la Zone économique exclusive (ZEE) guinéenne.

Il vise à améliorer la transparence du secteur, à renforcer le cadre juridique, à favoriser la coopération entre les institutions, à optimiser les systèmes d'information et à développer les compétences techniques.

IMPACTS OBTENUS

Pour une pêche plus responsable en Guinée

Au cours de l'année 2025, le projet a poursuivi son objectif de renforcement de la gouvernance des pêches en Guinée, en mettant l'accent sur la lutte contre la pêche INN et l'amélioration des capacités institutionnelles.

Le Code de la pêche maritime accompagné de ses textes d'application a été approuvé à l'unanimité par le Conseil National de Transition (CNT) tenant office de l'Assemblée nationale puis promu par la loi ordinaire L/2025/019/CNT du 30 mai 2025, portant

Code de la pêche maritime. Les autorités publiques ont été par la suite appuyées par le PRCM pour la reproduction et la vulgarisation du Code auprès des acteurs concernés.

L'année a également été marquée par des avancées significatives en matière de transparence et de gestion durable des ressources halieutiques, en lien avec les exigences de l'Initiative pour la Transparence des Pêches (FiTI). Des activités de formation, de concertation et de production d'outils techniques ont permis de renforcer les mécanismes de collecte, de partage et d'utilisation des données. Malgré certains défis institutionnels et opérationnels, le projet a contribué à améliorer la coordination interinstitutionnelle et à poser des bases solides pour la pérennisation des réformes engagées au-delà de 2025.

Une plateforme de communication a été officiellement mise en place pour coordonner les échanges. Elle regroupe tous les points focaux des différents services de l'administration des pêches et ceux chargés des actions en mer dans le cadre de la lutte contre la pêche INN en Guinée. Une initiative qui traduit la volonté des autorités de promouvoir une gouvernance responsable des ressources halieutiques, jugée indispensable pour contrer et éliminer la pêche INN dans le pays, en renforçant la communication et la collaboration entre les acteurs. Toutes les activités du projet sont relayées sur cette plate-forme.

Le projet a assuré le suivi du processus d'adhésion de la Guinée à la FiTI. Les actions engagées ont notamment porté sur la signature de l'arrêté portant création du Conseil National de la Pêche, de l'Aquaculture et de l'Économie Maritime (CNPAEM), appelé à reprendre les missions du Groupe Multipartite National (GMN) de l'Initiative pour la Transparence dans la Pêche (FiTI),

la finalisation du dossier de candidature de la République de Guinée à la FiTI, ainsi que la conclusion d'un protocole d'accord (MoU) entre le Ministère de la Pêche et de l'Économie Maritime (MPEM) et Global Fishing Watch (GFW).

🔗 DÉFIS RENCONTRÉS ET PERSPECTIVES

Cap confirmé malgré les contraintes institutionnelles

Malgré ces avancées, le projet a connu des contraintes institutionnelles et administratives, liées notamment à l'instabilité institutionnelle (fréquence des changements de ministres et de leurs collaborateurs), à la disponibilité limitée de certains acteurs clés et à la complexité de la coordination multisectorielle, accentuée par les mutations et les départs à la retraite.

À la clôture du projet, en décembre 2025, les autorités publiques ont réaffirmé leur engagement à poursuivre les efforts engagés à travers le renforcement continu des capacités des acteurs concernés, la consolidation des acquis institutionnels et réglementaires, l'amélioration des mécanismes de suivi, de contrôle et de surveillance des pêches, ainsi que la mobilisation de partenariats et de financements complémentaires afin d'assurer la pérennité des résultats obtenus.



PROJET RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DES PÊCHES AU SÉNÉGAL

📍 Sénégal | 💰 OCEANS 5 • EJF • TMT • MPEM

EN BREF

Des outils réglementaires renforcés pour une lutte plus efficace contre la pêche INN. Projet clôturé en décembre 2025.

Ce projet, financé par OCEANS 5, vise à renforcer la capacité du Sénégal à lutter contre la pêche INN en améliorant la gouvernance et la transparence dans le secteur. Il a été clôturé en fin décembre 2025. Il est mis en œuvre en partenariat entre le PRCM, les ONG Environmental Justice Foundation (EJF) et Trygg Mat Tracking (TMT), le MPEM.

≡ PRINCIPAUX RÉSULTATS

Des outils réglementaires renforcés pour une lutte plus efficace contre la pêche INN

En 2025, le projet a poursuivi son appui au renforcement de la gouvernance à travers la mise en œuvre d'un programme visant à

rendre obligatoire l'utilisation des numéros IMO (Organisation Maritime Internationale) pour les navires de pêche. Les activités ont notamment porté sur l'analyse de la flotte nationale, l'identification des navires déjà enregistrés auprès de l'OMI, la délivrance de nouveaux numéros et l'élaboration des textes réglementaires nécessaires. Cet accompagnement a contribué à l'adoption de mesures rendant obligatoire l'immatriculation IMO pour les navires de pêche sénégalais. Les résultats obtenus ont également conduit les autorités à engager un audit approfondi de la flotte nationale.

Le projet a par ailleurs apporté un appui technique important au processus de révision du Code des pêches maritimes et

de ses textes d'application, contribuant ainsi à l'amélioration du cadre réglementaire du secteur.

Enfin, des avancées significatives ont été enregistrées dans la mise en œuvre de l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port (AMREP). De nouvelles procédures d'analyse des demandes d'accès aux ports et d'évaluation des risques ont été développées, tandis que des outils opérationnels ont été introduits pour renforcer le contrôle des navires. Le projet a également facilité les échanges d'informations entre le Sénégal et les États du pavillon afin de vérifier les activités des navires faisant escale au port de Dakar. Cette expérience a contribué au partage de bonnes pratiques avec d'autres pays de la région engagés dans la lutte contre la pêche illicite.

📌 IMPACTS OBTENUS

La transparence comme levier de changement

La suspension du statut du Sénégal au sein de la FiTI pour non-respect des délais fixés par le Conseil international de cet organisme, a ralenti la mise en œuvre du projet. Cde qui a conduit les partenaires du projet à intensifier leurs efforts en faveur de la transparence dans le secteur de la pêche sous d'autres formes.

Dans ce contexte, la publication de la liste des licences de pêche par les autorités sénégalaises a constitué une avancée majeure. Longtemps réclamée par les organisations professionnelles et la société civile, cette mesure traduit la volonté du nouveau gouvernement de renforcer la transparence et représente une étape importante vers une gestion plus durable, légale et responsable des ressources halieutiques.

En concertation avec les autorités publiques, le projet a ainsi soutenu plusieurs actions visant à améliorer la gouvernance du secteur, notamment la transparence dans la gestion des infrastructures transférées et la mise à jour du registre national des navires de pêche.

🔗 DÉFIS RENCONTRÉS ET PERSPECTIVES

Le PRCM et ses partenaires ont poursuivi leur dialogue avec le gouvernement afin de favoriser le réengagement du Sénégal dans le processus FiTI. À cet effet, l'audit du pavillon sénégalais et la poursuite de la révision du Code de la pêche, y compris l'élaboration de ses textes d'application, constituent des opportunités importantes pour renforcer la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) et consolider les avancées en matière de gouvernance et de transparence.



PROJET RENFORCEMENT DE LA SURVEILLANCE PARTICIPATIVE POUR LUTTER CONTRE LES PRATIQUES DE PÊCHE ILLÉGALE DANS LES EAUX TERRITORIALES DU SÉNÉGAL

📍 Sénégal | 💰 Fondation Oak

EN BREF

Moins de pêche illégale, plus de durabilité : les communautés en première ligne contre la pêche INN.

Lancé en 2022 avec le soutien de la Fondation Oak, ce projet est mis en œuvre par le PRCM en partenariat avec le ministère des Pêches, des Infrastructures Maritimes et Portuaires du Sénégal, Environmental Justice Foundation (EJF) et les Conseils Locaux de Pêche Artisanale (CLPA). Il vise à renforcer la lutte contre la pêche INN à travers une approche de surveillance participative impliquant directement les communautés de pêche artisanale.

Le projet s'inscrit dans une dynamique plus large de promotion de la transparence et de la bonne gouvernance du secteur des pêches. Il est mis en œuvre en complémentarité avec d'autres initiatives portées par les mêmes partenaires, notamment le projet GPS et le programme Global Toolkit for Participatory

Fisheries Management soutenu par l'Union européenne.

» ACTIONS MISES EN ŒUVRE

Moins de pêche illégale, plus de durabilité

Au cours de sa troisième et dernière année de mise en œuvre, le projet a poursuivi l'extension et la consolidation du dispositif de surveillance participative dans les zones côtières du Sénégal.

L'une des principales avancées a été l'élargissement progressif du nombre de sites d'intervention. Initialement déployé dans sept Conseils Locaux de Pêche Artisanale, le dispositif couvre désormais quatorze CLPA répartis le long du littoral sénégalais. Cette extension a permis d'impliquer un plus

grand nombre de communautés dans la surveillance des activités de pêche et dans la protection des zones réservées à la pêche artisanale.

Le projet a également renforcé l'utilisation de l'application DASE/COBO, un outil numérique permettant aux pêcheurs et aux brigades de surveillance communautaire de documenter et signaler les activités suspectes, notamment les incursions de navires industriels dans les zones de pêche artisanale. Parallèlement, des actions de formation ont été menées au profit des brigades de surveillance, des capitaines de pirogues et des pêcheurs afin de renforcer leurs capacités en matière de sécurité en mer, de sauvetage et de prévention des incendies à bord.

Enfin, un appui spécifique a été apporté au réseau national des CLPA à travers le renforcement des capacités de ses coordinateurs et la validation de ses outils de planification et de gouvernance.

📌 IMPACTS OBTENUS

Des communautés en première ligne contre la pêche illégale

Le projet a contribué à renforcer significativement la capacité des communautés côtières à participer activement à la lutte contre la pêche INN.

Selon les retours des acteurs locaux, le dispositif de surveillance participative et l'utilisation de l'application DASE ont eu un effet dissuasif sur les activités illégales dans plusieurs zones de pêche. Les alertes remontées par les communautés ont permis d'améliorer la circulation de l'information entre les pêcheurs et les autorités compétentes et de renforcer les mécanismes de contrôle.

Cette contribution a produit des résultats concrets. En 2025, les autorités sénégalaises ont officiellement confirmé qu'une alerte issue du dispositif avait conduit à l'interpellation et à la sanction d'un navire impliqué dans des activités illégales.

Au-delà de la lutte contre la pêche industrielle illégale, le projet a également eu des effets positifs sur les pratiques de la pêche artisanale. Les autorités locales ont observé une augmentation du nombre de pêcheurs détenant un permis de pêche, une utilisation plus systématique des gilets de sauvetage ainsi qu'une réduction des débarquements de poissons juvéniles. Ces évolutions témoignent d'une meilleure appropriation des principes de gestion durable des ressources halieutiques.

Le projet a également renforcé les capacités organisationnelles du réseau des CLPA, consolidant ainsi son rôle comme acteur clé de la gouvernance participative des pêches au Sénégal.

🔗 DÉFIS RENCONTRÉS ET PERSPECTIVES

Les enjeux de la pérennisation

Le projet a permis de sensibiliser un large éventail d'acteurs à l'importance de la transparence et de la lutte contre la pêche INN. Toutefois, les défis liés à la gouvernance du secteur demeurent importants et nécessitent des efforts soutenus de la part de l'ensemble des parties prenantes.

L'avertissement adressé au Sénégal par la Commission européenne à travers le « carton jaune » rappelle l'urgence d'accélérer les réformes engagées. Les avancées récentes, notamment la publication des listes de licences de pêche, la révision du Code des pêches maritimes et l'élaboration d'une nouvelle lettre de politique sectorielle

intégrant les principes de transparence et de redevabilité, constituent des signaux encourageants. Elles offrent une opportunité stratégique pour renforcer durablement la gouvernance du secteur et améliorer la lutte contre la pêche illégale.

À la clôture du projet en octobre 2025, la pérennisation des acquis est apparue comme un enjeu majeur.

Elle nécessitera un engagement renforcé des autorités nationales, des organisations

professionnelles, de la société civile et des partenaires techniques et financiers. La poursuite des efforts en faveur de la transparence, l'adoption d'outils innovants de suivi des navires, notamment à travers l'utilisation des numéros IMO, ainsi que le renforcement des mécanismes de surveillance participative constitueront des leviers essentiels pour consolider les progrès réalisés et promouvoir une gestion durable des ressources halieutiques au Sénégal.





DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL

En 2025, le PRCM a poursuivi la mise en œuvre de son processus de développement organisationnel engagé en 2024 avec l'appui du cabinet international Stone Soup.

Les actions conduites ont visé à renforcer les capacités internes, améliorer les outils de gestion et consolider les mécanismes de pilotage de l'organisation afin d'accompagner son évolution et sa croissance.

Dans le domaine financier, une session de renforcement des capacités a été organisée au profit de l'équipe chargée des finances sur l'utilisation du progiciel TOMPRO.

Parallèlement, un travail d'amélioration du paramétrage de cet outil a été réalisé afin de mieux répondre aux besoins du PRCM, notamment dans le contexte de l'ouverture de bureaux dans les pays d'intervention en dehors du siège.

Des efforts importants ont été consacrés au renforcement des pratiques de gestion de projet. Six ateliers destinés aux responsables de projets ont permis d'approfondir des thématiques clés telles que la définition des objectifs et des indicateurs, l'élaboration de la théorie du changement, la gestion du temps, les fondamentaux de la gestion de projet, l'utilisation des diagrammes de Gantt ainsi que la gestion des risques. Ces formations ont été complétées par le développement d'outils opérationnels, notamment des ébauches de diagrammes de Gantt et des matrices de risques pour plusieurs projets majeurs du portefeuille du PRCM, dont SEDAD, RESILAO et Blue Bijagos. Un accompagnement individualisé et continu des coordinateurs concernés a également contribué à améliorer les pratiques de planification, de priorisation et de suivi des activités.

Le PRCM a réalisé une évaluation approfondie des besoins en formation de l'ensemble de son personnel. Cet exercice a permis d'identifier les compétences à renforcer et de jeter les bases d'un futur plan de

développement des capacités adapté aux priorités de l'organisation.

Les travaux engagés pour structurer davantage la communication du PRCM ont abouti à la finalisation de la stratégie de communication. Ils se sont également traduits par la mise à jour des sites web de l'organisation et la révision de sa stratégie de newsletter, créant ainsi les conditions d'un engagement plus efficace auprès des partenaires, des membres et des différents publics cibles.

Le cadre d'adhésion du PRCM a été opérationnalisé à travers la validation des différentes catégories de membres, la définition d'une grille tarifaire, l'élaboration de formulaires standardisés ainsi que la mise en place des outils nécessaires à sa gestion effective.

Le PRCM a également conduit un processus participatif d'élaboration de sa nouvelle stratégie décennale couvrant la période 2026-2035. Ce travail collectif vise à doter l'organisation d'une vision renouvelée et d'orientations stratégiques adaptées aux défis à venir. La stratégie sera soumise à l'approbation du Conseil d'administration au début de l'année 2026. En conséquence, la mise en place du nouveau système de suivi-évaluation a été reportée dans l'attente de la finalisation et de l'adoption de ce cadre stratégique, auquel il devra être pleinement aligné.



MOBILISATION DES PARTENAIRES FINANCIERS

Des partenariats renforcés pour amplifier l'action du PRCM

L'année 2025 a été marquée par des avancées significatives dans les efforts de mobilisation des ressources du PRCM. Plusieurs démarches engagées auprès des partenaires techniques et financiers ont abouti à la concrétisation de nouveaux accords de financement et à l'élargissement du portefeuille de projets de l'organisation, renforçant ainsi sa capacité d'action au service de la conservation marine et côtière en Afrique de l'Ouest.

Parmi les acquis majeurs figure la contractualisation avec l'UICN pour la mise en œuvre d'une sous-composante du projet West Africa Sustainable Ocean Program (WASOP), financé par l'Union européenne. Cette composante, confiée au PRCM, représente un budget de 710 000 euros et contribuera au renforcement des actions régionales en faveur de la gestion durable des écosystèmes côtiers et marins.

Le PRCM a également obtenu le financement d'une composante projet intitulé « Résilience climatique des sites critiques pour les oiseaux migrateurs et les populations le long de la voie de migration de l'Atlantique Est », dans le cadre de l'Initiative internationale pour le climat (IKI). Dotée d'un budget de 647 000 euros, cette composante vise à renforcer la résilience des écosystèmes et des communautés dépendantes des sites clés situés le long de cette importante voie migratoire.

Par ailleurs, la poursuite de la mise en œuvre du reliquat du projet Petites initiatives et mécanismes financiers pour la conservation de la biodiversité marine et côtière en Afrique de l'ouest (PIMFAO), financé par le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), a été confiée au PRCM. Initialement porté par le RAMPAO, ce transfert de responsabilité s'est accompagné d'un budget de 413 000 euros, témoignant de la confiance accordée au PRCM dans la conduite d'initiatives régionales stratégiques.

À ces acquis s'ajoute l'annonce, par le FFEM, de son intention de financer un nouveau projet consacré à la gouvernance de la haute mer, dénommé CHAO, pour un montant de 1,6 million d'euros. L'instruction de ce projet est en cours et la décision finale de financement est attendue en 2026. La perspective de ce nouvel appui constitue un signal encourageant quant à la reconnaissance du rôle du PRCM comme acteur régional de référence dans la mise en œuvre d'initiatives innovantes au service de la conservation et de la gouvernance des océans.

1,77 M€

mobilisés et acquis en 2025 · 3 financements

+1,6 M€

en perspective · CHAO, décision 2026

FINANCEMENTS ACQUIS

WASOP, UICN · **Union européenne****710 000 €**

Gestion durable des écosystèmes côtiers et marins

IKI · **Initiative internationale pour le climat****647 000 €**

Résilience climatique des sites de la voie de migration de l'Atlantique Est

PIMFAO · **FFEM (transféré du RAMPAO)****413 000 €**

Reliquat / petites initiatives et mécanismes financiers de conservation

 CHAO · **FFEM****1,6 M€****Gouvernance de la haute mer. Instruction en cours, décision finale attendue en 2026.**



PARTICIPATION À DES ÉVÉNEMENTS INTERNATIONAUX MAJEURS

En 2025, le PRCM a renforcé sa présence sur plusieurs scènes internationales stratégiques afin de porter la voix de l'Afrique de l'Ouest dans les débats mondiaux sur la conservation des océans, la gouvernance des ressources marines et la résilience des littoraux.

Ces rendez-vous ont permis de valoriser les expériences et les solutions développées dans la sous-région, de consolider les partenariats existants et d'ouvrir de nouvelles perspectives de coopération.



À l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur les océans (UNOC), organisée à Nice en juin 2025, le PRCM a réuni ses partenaires autour d'un dîner de haut niveau consacré aux enjeux de la gouvernance des océans en Afrique de l'Ouest. Cette rencontre a rassemblé plusieurs personnalités de premier plan, parmi lesquelles le Président du Cabo-Verde, des ministres en charge de l'environnement, l'Ambassadrice de France pour les Océans, ainsi que des représentants de la Banque mondiale, du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) et d'autres partenaires stratégiques. Ce moment d'échanges a permis de réaffirmer l'importance de la coopération régionale et de mettre en lumière plusieurs engagements et perspectives en faveur d'une gestion durable des océans.



Le PRCM a également pris part au Congrès mondial de la nature de l'UICN, tenu à Abu Dhabi du 9 au 15 octobre 2025. Aux côtés d'autres organisations ouest-africaines, il a animé un stand mettant en valeur les initiatives, les résultats et les innovations portés dans la sous-région en matière de conservation marine et côtière. Cette participation a constitué une opportunité de renforcer la visibilité du PRCM, de partager les expériences ouest-africaines et de développer de nouvelles collaborations à l'échelle internationale.



En septembre 2025, le PRCM a participé, au Canada, à la rencontre préparatoire du sixième Congrès international sur les aires marines protégées (IMPAC6). Plus de 80 experts issus d'une quinzaine de pays se sont réunis en Gaspésie pour échanger sur les grands défis liés à la conservation des océans et des côtes. Cette rencontre revêtait une importance particulière pour l'Afrique de l'Ouest, puisqu'elle a permis de préparer l'organisation d'IMPAC6 qui se tiendra au Sénégal en 2027. Pour la première fois, ce rendez-vous mondial majeur consacré aux aires marines protégées sera accueilli sur le continent africain, offrant une occasion unique de mettre en avant les expériences, les innovations et les ambitions de la région.



CONCLUSION

L'année 2025 restera comme une année charnière pour le PRCM et pour la conservation marine et côtière en Afrique de l'Ouest.

Le PRCM a poursuivi son engagement aux côtés de ses membres, partenaires et communautés pour promouvoir des solutions durables conciliant préservation de la biodiversité et développement humain.

L'année 2025 a également confirmé la montée en puissance du PRCM comme acteur régional incontournable. Son expansion à douze pays membres, sa participation active aux grands foras internationaux tels que le Congrès mondial de l'UICN et à la Conférence des Nations Unies sur les océans, et la mobilisation de nouveaux financements significatifs illustrent une organisation en pleine transformation, capable de peser dans les grandes décisions qui façonnent l'avenir des littoraux ouest-africains.

À l'horizon 2026, les perspectives sont prometteuses. L'organisation de la 12^e édition du Forum régional marin et côtier en Mauritanie, la mise en œuvre de nouveaux projets, ainsi que la consolidation des acquis des projets en cours offrent un cadre ambitieux pour poursuivre l'action collective au service des océans et des littoraux d'Afrique de l'Ouest.

Ces succès ne doivent pas occulter les défis persistants. Face à l'accélération des changements climatiques et aux pressions croissantes sur les ressources naturelles, la mobilisation de tous les acteurs demeure plus que jamais indispensable. Le PRCM entend continuer à jouer pleinement son rôle de catalyseur, de facilitateur et de porte-voix des enjeux marins et côtiers de la sous-région, au bénéfice des générations présentes et futures.





📍 IMMEUBLE CAPUCINE, APT. C1 – RUE 111, ZONE B DAKAR

☎ +221 33 867 97 66

🌐 X 🌐 /PRCMARINE

🌐 PRCMARINE.ORG